



## CHAPITRE 111

Loi constituant en corporation la ville de  
de Port Cartier et concernant Les com-  
missaires d'écoles de Shelter Bay

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que Jean Lemire, médecin, de Shelter Bay, Ovila Bijould, rentier, de Shelter Bay, George Gauvin, ingénieur forestier, de Shelter Bay, Roger Labrie, comptable, de Shelter Bay, Alexander H. Tait, gérant, de Shelter Bay, Bernard Kelly, ingénieur, de Shelter Bay, Jean Paul Drolet, ingénieur minier, de Montréal, ont, par leur pétition, représenté :

Que les travaux en voie d'exécution et devant être effectués dans les cantons de Babel et Leneuf et le territoire avoisinant, dans le district électoral de Saguenay, consistant surtout en l'érection d'un terminus de chemin de fer et d'installations portuaires devant y être érigées par la Quebec Cartier Mining Company, se rapportant à l'exploitation par cette compagnie de gisements de minerais situés dans le comté de Saguenay, contribuera à la venue d'un grand nombre de personnes dans le territoire décrit ci-après; que la construction, l'entretien et le fonctionnement de ces installations et ouvrages contribuera grandement à l'établissement et au progrès des diverses entreprises industrielles et commerciales dans ce territoire; qu'une grande partie dudit territoire sera subdivisé en lots à bâtir; que des logements, des écoles et autres bâtisses y seront érigés; que des systèmes d'aqueduc, d'éclairage et de drainage y seront installés et que tous les autres services publics nécessaires à la

## CHAPTER 111

An Act to incorporate the town of Port  
Cartier and concerning The school com-  
missioners of Shelter Bay

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Preamble.

**W**HEREAS Jean Lemire, physician, of Shelter Bay, Ovila Bijould, annuitant, of Shelter Bay, George Gauvin, forestry engineer, of Shelter Bay, Roger Labrie, accountant, of Shelter Bay, Alexander H. Tait, manager, of Shelter Bay, Bernard Kelly, engineer, of Shelter Bay, Jean Paul Drolet, mining engineer, of Montreal, have, by their petition, represented :

That the works in the course of execution and to be executed in the townships of Babel and Leneuf and over the adjacent territory, in the electoral district of Saguenay, consisting generally in the building of a terminal for a railway and harbour facilities to be erected thereat by Quebec Cartier Mining Company, in connection with the development by that company of orebodies situated in the county of Saguenay, will result in a considerable influx of people to the territory herein-after described; that the erection, maintenance and operation of those facilities and works will greatly contribute to the establishment and development of various industrial and commercial establishments in that area; that a large portion of the said territory will be subdivided into building lots; that dwellings, schools and other buildings will be erected thereon; that waterworks, lighting and drainage systems will be installed and that all other public services required to make of the said territory a modern town and to assure



transformation dudit territoire en une ville moderne assurant le bien-être de ses habitants y seront établis;

Que la Quebec Cartier Mining Company désire coopérer au développement rationnel du territoire et veut encourager ses ouvriers et ses techniciens à construire leurs propres maisons et à leur donner tout le confort d'une ville moderne;

Que dans un secteur adjacent du canton Babel à l'endroit appelé Shelter Bay, la Quebec North Shore Paper a une usine, un quai de chargement de bois de pulpe, des installations domiciliaires et autres pour ses employés;

Qu'il est à propos et dans l'intérêt de la population demeurant actuellement à Shelter Bay et des personnes qui seront attirées vers ce territoire par les activités de la Quebec Cartier Mining Company de constituer une seule ville qui soit en mesure de favoriser davantage le bien-être et le progrès de la population,;

Qu'à l'heure actuelle, aucune organisation municipale n'existe à Shelter Bay qui est un territoire non organisé;

Qu'il est à propos d'insérer dans sa charte certaines dispositions particulières dérogeant à certains articles de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233, et ses modifications), et en éliminant et remplaçant d'autres, et tout particulièrement durant et après la période initiale d'organisation de la ville;

Que la constitution en ville du territoire ci-après décrit est nécessaire;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé la constitution d'une ville sous le nom de "Ville de Port Cartier" sous l'autorité de la Loi des cités et villes et avec des pouvoirs supplémentaires particuliers;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande des pétitionnaire;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Charte de la ville de Port Cartier*.

2. La ville de Port Cartier comprend le territoire suivant situé dans les cantons

the welfare of its inhabitants, will be established there;

That Quebec Cartier Mining Company desires to cooperate in the rational development of the territory and wishes to encourage its workmen and technicians to build houses which will belong to them and give them all the comfort of a modern town;

That on an adjacent section of Babel township, at the place called Shelter Bay, Quebec North Shore Paper Company has an industrial plant, a pulpwood shipping dock, housing and other facilities for its employees;

That it is appropriate and will be in the interest of the population now living at Shelter Bay and of the population which will be attracted to the territory by the activities of Quebec Cartier Mining Company to form a single town, which is better apt to promote the welfare and progress of the population;

That there is not at this time any municipal organization at Shelter Bay, which is an unorganized territory;

That it is expedient to include in the charter special provisions derogating from, eliminating and replacing certain sections of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233, and amendments), and especially for an initial period during and after the organization of the town;

That the erection of the territory hereinafter described into a town is necessary;

Whereas the applicants have prayed for the incorporation of a town under the name of "Town of Port Cartier" under the Cities and Towns Act, and with additional special powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer of the petitioners;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as *Charter of the town of Port Cartier*.

2. The town of Port Cartier shall comprise the following territory, situated

Titre abrégé.

Territoire.

Short title.

Territory



de Babel et Leneuf dans la division électorale de Saguenay:

Un territoire d'une superficie approximative de trente (30) milles et dont le périmètre peut se décrire comme suit en partant du coin sud-est du bloc E du canton de Leneuf, établi en 1957 par l'arpenteur Gérard Guay (voir plan L. 50/7, conservé aux archives du service des arpentages, ministère des terres et forêts, Québec) et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes:

Vers le nord-est et le nord, la rive du golfe Saint-Laurent jusqu'au fond de la baie située au sud-ouest de la Pointe Thériault; suivant une course nord, une ligne sur une longueur de 103 chaînes; suivant une course S. 45° O., une ligne jusqu'à son intersection avec la ligne sud de la concession forestière "Canton de Leneuf numéro 1." (plan Samson, 1948); suivant une course ouest, cette dernière ligne et son prolongement jusqu'à la rive gauche de la rivière Dominique; suivant une course S. 52° 30' O, une ligne jusqu'à son intersection avec la ligne cantonale Babel / Grenier; suivant une course sud, une ligne jusqu'à l'axe de la rivière Vachon; vers le sud-est, ledit axe jusqu'à l'embouchure de ladite rivière; vers le nord-est, la rive du Golfe Saint-Laurent jusqu'au point de départ.

Les courses plus haut mentionnées réfèrent au méridien astronomique passant par la ligne cantonale Leneuf/Babel.

Feront aussi partie du territoire de la ville de Port Cartier, tous les quais, môles, hangars ou constructions quelconques qui sont ou seront construits, ainsi que les îles et îlets, dans le golfe Saint-Laurent, vis-à-vis dudit territoire situés à moins de deux mille pieds de la rive.

**3.** Les habitants et contribuables du territoire mentionné dans l'article 2, ainsi que ceux qui se joindront à eux ou leur succéderont ou y deviendront habitants, sont constitués en corporation de ville, sous le nom de "Ville de Port Cartier".

in the townships of Babel and Leneuf, in the electoral district of Saguenay:

Having an approximate area of thirty (30) miles, and the perimeter of which may be described as follows in starting from the southeast corner of block E of Leneuf township, established in 1957 by land surveyor Gérard Guay (Plan L. 50/7, recorded at the archives of the surveys service, Department of Lands and Forests, Quebec) and passing successively by the following lines and demarcations:

Towards the northeast and the north, the shore of the Gulf of St. Lawrence to the far end of the bay situated southwest of Pointe Thériault; following a northerly direction, a line on a distance of 103 chains; following a direction S. 45° W, a line to its intersection with the south line of the forestry concession "Leneuf township number 1" (Samson Plan 48); following in a westerly direction, this last line and its prolongation to the left bank of Dominique river; following a direction S 52° 30' W, a line to its intersection with the division line between Babel township and Grenier township; following a southerly direction, a line to the centre line of the Vachon river; towards the southeast along the said centre line to the mouth of the said river; towards the northeast, the shore of the Gulf of St. Lawrence to the starting point.

The above mentioned directions referred to the astronomical meridian passing by the division line between Babel township and Leneuf township.

All the wharfs, breakwaters, sheds or buildings whatsoever which are or shall be erected, together with the islands and isles, in the Gulf St. Lawrence, in front of said territory, situated less than two thousand feet from the shore, shall also be part and included in the territory of the town of Port Cartier.

**3.** The inhabitants and ratepayers of the territory mentioned in section 2 herein, as well as all those who may join or succeed to them, or become inhabitants therein, are incorporated as a town under the name of "Town of Port Cartier".



Disposi-  
tions ap-  
plicables.

**4.** La ville de Port Cartier sera régie par la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233, et ses modifications), sauf les articles qui sont spécialement éliminés ou remplacés par la présente loi ou qui contiennent des dispositions incompatibles avec la présente.

Un seul  
quartier.

**5.** La ville ne comprendra qu'un seul quartier, mais ce nombre peut être augmenté en suivant les dispositions de la Loi des cités et villes.

Disposi-  
tions non  
applica-  
bles.

**6.** Les articles 17, 18, 19, 20, 21, 23 et 24 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Port Cartier.

S.R.,  
c. 233,  
a. 22,  
remp.  
pour la  
ville.

**7.** L'article 22 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

Première  
séance du  
conseil.

**"22.** La première séance générale du conseil sera tenue à la date, à l'époque et à l'endroit déterminés par le ministre des affaires municipales. Jusqu'à ce que le maire soit élu par le conseil et assermenté, cette séance sera présidée par un membre du conseil municipal choisi parmi les membres présents."

S.R.,  
c. 233,  
a. 47,  
remp.  
pour la  
ville.

**8.** L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

Compo-  
sition.

**"47.** Le conseil municipal est composé d'un maire et de six échevins élus de la manière ci-après prescrite."

Disposi-  
tions rem-  
placées.

**9.** Les articles 48 et 49 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas à la ville de Port Cartier et les dispositions suivantes s'appliqueront à ladite ville:

Compo-  
sition du  
conseil  
et durée  
d'office.

a) Les personnes suivantes, dont une deviendra le maire et les autres les échevins, savoir: Dr Jean Lemire, Ovila Bijould, George Gauvin, Roger Labrie, Alexander H. Tait, Bernard Kelly et Jean Paul Drolet et leur successeur ou successeurs, tel que prévu dans la présente loi, formeront le conseil municipal de la ville de Port Cartier, jusqu'à la première séance du conseil après les premières élections municipales devant être tenues le premier lundi juridique de février 1964,

**4.** The town of Port Cartier shall be governed by the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233, and amendments), with the exception of such sections thereof, as are especially eliminated or replaced by this act or are inconsistent with the provisions hereof.

Provisions  
to apply.

**5.** The town shall comprise one ward, but such number may be increased by following the provisions of the Cities and Towns Act.

One ward.

**6.** Sections 17, 18, 19, 20, 21, 23 and 24 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier.

Provisions  
not to  
apply.

**7.** Section 22 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 22,  
replaced  
for town.

**"22.** The first general sitting of the council shall be held at the date, time and place determined by the Minister of Municipal Affairs. Until the mayor is elected by the council and sworn in, such sitting shall be presided over by a member of the municipal council chosen from among the members present."

First  
sitting of  
council.

**8.** Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 47,  
replaced  
for town.

**"47.** The municipal council shall be composed of a mayor and six aldermen elected in the manner hereinafter prescribed."

Compo-  
sition.

**9.** Sections 48 and 49 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier and the following provisions shall apply to the said town:

Provisions  
replaced.

a. The following persons, one of whom shall become the mayor and the remainder the aldermen, to wit: Dr. Jean Lemire, Ovila Bijould, George Gauvin, Roger Labrie, Alexander H. Tait, Bernard Kelly and Jean Paul Drolet and their successor and successors, as herein provided for, shall compose the municipal council of the town of Port Cartier up to the first sitting of the council following the first municipal elections to be held on the first juridical Monday in the month of Februa-

Compo-  
sition of  
council  
and term  
of office.



et par la suite, jusqu'à l'élection de leurs successeurs tel que déterminé dans la présente loi, pourvu qu'ils soient citoyens canadiens;

Maire.

b) A la première séance dudit conseil municipal, les personnes formant ledit conseil choisiront parmi eux une personne qui remplira les fonctions de maire jusqu'à l'assermentation de son successeur choisi à l'élection municipale tenue en février 1964;

Résidence.

c) Durant ladite période, les membres du conseil ne seront pas tenus de résider dans les limites de la municipalité;

Première élection.

d) Le premier lundi juridique de février 1964, la première élection générale aura lieu et le maire et six échevins seront élus;

Durée d'office.

e) Les membres du conseil élus à cette première élection demeureront en fonctions durant les termes suivants:

- i) le maire durant trois (3) ans;
- ii) deux échevins durant une année; deux autres durant deux ans et les deux derniers durant trois ans.

Idem.

Le terme de chaque membre du conseil, y compris le maire élu à chaque élection subséquente sera de trois ans;

Rotation.

f) Les échevins mentionnés au sous-paragraphe ii du paragraphe e seront choisis au sort par le conseil à une de ses séances dans le mois précédant celui de la tenue de la prochaine élection générale et au moins vingt (20) jours avant la date fixée pour la présentation; à défaut de quoi, les échevins sortants seront désignés par le ministre des affaires municipales au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la présentation.

S.R., c. 233, a. 48, remp. pour la ville.

**10.** A compter de la date des élections générales devant avoir lieu en février 1964, l'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

Maire.

**"48.** Le maire est élu pour trois (3) ans à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

S.R., c. 233, a. 49, remp. pour la ville.

**11.** A compter de la date des élections générales devant avoir lieu en février 1964, l'article 49 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

ry, 1964, and thereafter until their successors are elected as herein set forth, provided that they are Canadian citizens;

Mayor.

b. At the first meeting of the said municipal council, the persons composing the said council shall elect from amongst themselves one who will discharge the functions of mayor until his successor, elected at the municipal election held in February 1964 is sworn in;

Résidence.

c. During the said period, the members of the council shall not be obliged to reside within the limits of the municipality;

First election.

d. On the first juridical Monday of February, 1964, the first general election shall be held and there shall be elected the mayor and six aldermen;

Term of office.

e. The members of the council elected at such first election shall hold office for the following terms:

- i) the mayor for three (3) years;
- ii) two aldermen for one year; two others for two years and the remaining two for three years.

Idem.

The term of every member of the council, including the mayor, elected at each subsequent election shall be three years;

Rotation.

f. The aldermen mentioned in above sub-paragraph ii of above paragraph e must be selected by lot, by the council, at a sitting thereof, in the month preceding that during which the next general election is to be held and at least twenty (20) days before the date set for the nomination; in default thereof, the retiring aldermen shall be designated by the Minister of Municipal Affairs at least ten (10) days before the date set for the nomination.

**10.** From the date of the general elections to be held in February 1964, section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S., c. 233, s. 48, replaced for town.

**"48.** The mayor shall be elected for three (3) years by the majority of the municipal electors who have voted."

Mayor.

**11.** From the date of the general elections to be held in February 1964, section 49 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S., c. 233, s. 49, replaced for town.



Échevins. "49. Les échevins sont élus pour la période de trois (3) ans tel que prévu à l'article 173 de la Loi des cités et villes."

"49. The aldermen shall be elected for the period of three (3) years as provided in section 173 of the Cities and Towns Act." Aldermen.

S.R., c. 233, a. 50, remp. pour la ville. 12. L'article 50 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

12. Section 50 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following: R.S., c. 233, s. 50, replaced for town.

Fin du terme d'office.

"50. Le terme de la charge de maire expire lorsque le nouveau maire est assermenté; celui de chaque échevin sortant, à l'ouverture de la première séance générale ou spéciale du conseil tenue après l'élection de son successeur."

"50. The mayor's term of office shall expire when the new mayor is sworn in and that of every outgoing aldermen shall expire at the opening of the first general or special sitting of the council held after the election of his successor." End of term of office.

S.R., c. 233, a. 51, remp. pour la ville. 13. L'article 51 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

13. Section 51 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following: R.S., c. 233, s. 51, replaced for town.

Pouvoirs du maire.

"51. Le maire exerce le droit d'investigation sur tous les départements et les officiers de la municipalité; il soumet au conseil tout projet qu'il croit nécessaire ou utile, et lui communique tous renseignements et suggestions relatives à l'amélioration des finances, de la police, de la santé, de la sécurité, de la propreté, au bien-être et au progrès de la municipalité.

"51. The mayor shall exercise the right of investigation over all the departments and officers or the municipality; he shall lay before the council such proposals as he may deem necessary or advisable, and shall communicate to the council all information and suggestions relating to any improvement of the finances, police, health, security, cleanliness, comfort and progress of the municipality. Mayor's powers.

Suspension d'employés. Le maire a droit, en tout temps, de suspendre un officier ou employé au service de la municipalité, mais il doit, à l'occasion la plus rapprochée, faire rapport de la chose au conseil ou à la commission ayant la surveillance immédiate de l'officier ou employé suspendu, et donner par écrit les raisons de cette suspension."

The mayor shall have the right, at any time to suspend any officer or employee in the service of the municipality, but he shall at the earliest opportunity report the matter to the council or to the committee having immediate supervision over the officer or employee suspended and state in writing the reasons for such suspension." Suspension of employees.

Dispositions temporaires.

14. Les articles 56 et 61 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Port Cartier jusqu'au premier lundi juridique de février 1964, et durant ladite période les dispositions suivantes s'appliquent à ladite ville.

14. Sections 56 and 61 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier up to the first juridical Monday of February, 1964, and during the said period the following provisions shall apply to the said town. Temporary provisions.

Vacances.

"Si, durant ladite période, la charge de maire devient vacante, ou s'il survient une vacance dans la charge d'échevin (l'élection d'un échevin à la charge de maire sera considérée créer cette vacance) le conseil municipal remplira, par résolution, la vacance à la charge de maire ou d'échevin, selon le cas. La personne ainsi choisie pour agir comme maire ou

"If, during the said period the office of mayor becomes vacant, or if any vacancy occurs in the office of aldermen (election of an alderman to the office of mayor shall be deemed to create such a vacancy) the municipal council, by resolution, shall fill the vacancy in the office of mayor or alderman, as the case may be. The person so chosen to act as mayor or alderman Vacancies.



échevin ne sera pas tenue de résider dans les limites de la municipalité.”

shall not be obliged to reside within the limits of the municipality.”

Disposi-  
tions non  
applica-  
bles.

**15.** Les paragraphes 2° et 4° de l'article 60 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas à la ville de Port Cartier jusqu'au premier lundi juridique de février 1964.

**15.** Paragraphs 2 and 4 of section 60 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier until the first juridical Monday of February, 1964. Provisions not to apply.

Disposi-  
tions tem-  
poraires.

**16.** L'article 63 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Port Cartier jusqu'au premier lundi juridique de février 1964 et durant cette période les dispositions suivantes s'appliqueront à ladite ville:

**16.** Section 63 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier up to the first juridical Monday of February, 1964, and during the said period the following provisions shall apply to the said town: Temporary provisions.

Serment  
d'office.

“Le maire et les échevins prêtent le serment d'office durant le délai fixé par le ministre des affaires municipales. Néanmoins, sans préjudice des frais de procédures judiciaires intentées contre lui, le maire ou l'échevin qui a ainsi négligé de prêter serment pendant le délai fixé peut toujours, tant que la vacance créée par sa négligence n'a pas été remplie, en prêtant le serment requis, reprendre ses fonctions et les exercer.”

“The mayor and the aldermen shall take oath of office during the delay fixed by the Minister of Municipal Affairs. Nevertheless, without prejudice to the costs of any juridical proceedings taken against him, the mayor or alderman who has so neglected to take the oath within the prescribed delay, may, so long as the vacancy which has arisen through his negligence is not filled and upon taking the required oath, resume and exercise his functions.” Oath of office.

S.R.,  
c. 233,  
a. 108,  
remp.  
pour la  
ville.

**17.** L'article 108 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

**17.** Section 108 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following: R.S., c. 233, s. 108, replaced for town.

Gérant.

**108.** Le conseil doit, par résolution, nommer un officier appelé “gérant”, qui sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter; ce gérant devra être citoyen canadien.”

**108.** The council shall, by resolution, appoint an officer called “manager” who shall be the executive officer of the municipality, whose duties shall be to supervise and direct, under the control of the council the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out. Such manager must be a Canadian citizen.” Manager.

Disposi-  
tions non  
applica-  
bles.

**18.** Les articles 110, 111, 115, 118, 119, 120 et 121 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Port Cartier.

**18.** Sections 110, 111, 115, 118, 119, 120 and 121 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier. Provisions not to apply.

S.R.,  
c. 233,  
a. 112,  
remp.  
pour la  
ville.

**19.** L'article 112 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

**19.** Section 112 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following: R.S., c. 233, s. 112, replaced for town.

Nomina-  
tion du  
gérant.

**112.** Le conseil doit, par résolution adoptée à sa première séance régulière, nommer le gérant pour le terme ou les termes d'office qu'il détermine, mais ne

**112.** The council shall, by resolution adopted at its first regular sitting, appoint the manager to serve for such term or terms as it may determine, but Appointment.



devant pas dépasser le premier lundi juridique de février 1964, et jusqu'à ce que son successeur entre en fonction.

Nomina-  
tion.

Après cette date, le conseil devra, de la même manière, à sa première séance générale, nommer le gérant qui demeurera en fonction jusqu'à ce qu'il soit destitué de la façon mentionnée à l'article 117 de la Loi des cités et villes."

Assistant-  
gérant.

**20.** Le gérant, avec l'approbation du conseil, peut aussi nommer un assistant-gérant qui doit assister le gérant sous la direction et le contrôle de ce dernier et doit, lorsque le gérant est absent, incapable ou dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, en remplir les devoirs, et il est alors soumis aux mêmes obligations et pénalités et possède les mêmes droits, pouvoirs et privilèges que ceux qui sont déterminés et prescrits par les règlements à l'égard de cette charge.

Démis-  
sion.

Le conseil peut, par résolution, démettre l'assistant-gérant.

Disposi-  
tion tem-  
poraire.

**21.** Les articles 124, 126 et 127 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas à la ville de Port Cartier jusqu'au premier lundi juridique de février 1964.

S.R.,  
c. 233,  
aa. 173,  
173a,  
173b,  
remp.  
pour la  
ville.

**22.** Les articles 173, 173a et 173b de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

Date des  
élections.

**"173.** Les élections générales pour remplacer le maire, s'il y a lieu, et les échelons dont le terme d'office est expiré ont lieu chaque année, le premier lundi juridique de février conformément aux dispositions ci-incluses."

Disposi-  
tion tem-  
poraire.

**23.** L'article 346 de la Loi des cités et villes ne s'applique pas à la ville de Port Cartier jusqu'au premier lundi juridique de février 1964. Durant cette période, la disposition suivante s'appliquera à ladite ville:

Assem-  
blées.

"Le conseil s'assemble aux jours et heures fixés par résolution du conseil."

S.R.,  
c. 233,  
a. 351,  
remp.  
pour la  
ville.

**24.** L'article 351 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

not to extend beyond the first juridical Monday of February, 1964, and until his successor shall take office.

After such date, the council shall, in the same manner, appoint the manager at its first general sitting, who shall remain in office until dismissed in the manner mentioned in section 117 of the Cities and Towns Act."

Appoint-  
ment.

**20.** The manager, may with the approval of the council, appoint an assistant-manager, whose duty shall be to assist the manager under the latter's direction and control and, in case of the absence, disability or incapacity of the manager, to perform the duties of that office with the same rights, powers and privileges and under the same obligations and penalties as those prescribed by by-laws for such office.

Assistant-  
manager.

The council may, by resolution, dismiss the assistant-manager.

Dismissal.

**21.** Sections 124, 126 and 127 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier until the first juridical Monday of February, 1964.

Tempo-  
rary pro-  
vision.

**22.** Sections 173, 173a and 173b of the Cities and Towns Act are replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
ss. 173,  
173a,  
173b,  
replaced  
for town.

**"173.** The general elections for the purpose of replacing the mayor if necessary and aldermen who go out of office shall be held every year, on the first juridical Monday of February, in accordance with the provisions herein contained."

Date of  
elections.

**23.** Section 346 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Port Cartier up to the first juridical Monday of February, 1964, and during said period the following provisions shall apply to the said town:

Tempo-  
rary pro-  
vision.

"The council shall meet on the days and at the hours which it determines by resolution."

Meetings.

**24.** Section 351 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 351,  
replaced  
for town.



Demande  
de séance  
spéciale.Convo-  
cation.

**“351.** Si le maire refuse de convoquer une séance spéciale quand elle est jugée nécessaire par au moins trois membres du conseil, ou par un membre du conseil et le gérant, ces derniers ou le membre et le gérant peuvent ordonner la convocation de cette séance en en faisant une demande par écrit, sous leurs signatures, au greffier de la municipalité. Sur réception de cette demande, le greffier de la municipalité dresse un avis de convocation qu'il expédie de la manière indiquée dans l'article 350, pourvu que cette demande spécifie les affaires pour lesquelles la séance est convoquée.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 352a,  
aj. pour  
la ville.Avis au  
gérant.

**25.** L'article suivant est ajouté, pour la ville de Port Cartier, après l'article 352 de la Loi des cités et villes:

**“352a.** Le gérant doit être averti des séances du conseil par le même avis que celui qui est envoyé à ses membres, et aucune séance ne peut être légalement tenue, à moins qu'un avis n'en ait été donné au gérant, dans tous les cas où un membre du conseil doit en être averti.

Le fait d'assister à une séance du conseil constitue une renonciation au droit d'avis et remédie à tout défaut ou toute défec-tuosité de signification d'avis à une per-sonne qui y assiste de la sorte.

Si tous les membres du conseil et le gérant sont présents à une assemblée spéciale, toute affaire, spécifiée ou non dans l'avis de convocation, peut être prise en considération, du consentement de tous les membres du conseil et du gérant.”

Assis-  
tance.Affaires  
traitées.S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la ville.Appareils  
fumi-  
vores, etc.

**26.** L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Port Cartier, comme suit:

a) en remplaçant le paragraphe 5°, par le suivant:

“5° Pour forcer les personnes qui em-ploient des machines à vapeur, chaudières à vapeur, ou qui exploitent des fabriques, usines ou autres ateliers ou établissements, de les munir d'appareils fumivores et gazivores appropriés, de manière à réduire au minimum toute nuisance provenant de leur fonctionnement, et pour imposer une amende allant jusqu'à cent (\$100.00) dollars pour infraction à tout règlement adopté en vertu des dispositions du pré-

**“351.** In case the mayor refuses to call a special sitting when deemed necessary by at least three members of the council, or by one member of the council and the manager, such members, or member and the manager, may, by a requisition to the clerk of the municipality duly signed by them, order the sitting to be called. Upon receipt of such requisition, the clerk of the municipality shall issue a notice to the members in the manner mentioned in section 350, provided such requisition specifies the business for which the sitting is called.”

Requisi-  
tion for  
special  
meeting.

Notice.

**25.** The following section is added, for the town of Port Cartier, after section 352 of the Cities and Towns Act:

R.S.,  
c. 233,  
s. 352a,  
added  
for town.

**“352a.** The manager shall be entitled to the same notice of sittings of the council as are its members and no sitting may be legally held unless notice thereof is given the manager in every case in which a member of the council is entitled to notice.

Notice to  
manager.

Attendance of any sitting of the council shall be a waiver of notice thereof and shall cure any default or defect in serving notice thereof on any person so attending.

Attend-  
ance.

If all members of the council and the manager are present at any special sitting, any business, whether or not specified in the notice thereof, may, on the consent of all members of the council and the manager, be considered.”

Business  
consi-  
dered.

**26.** Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Port Cartier, as follows:

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
town.

a. by replacing paragraph 5 thereof, by the following:

“5. To compel persons using steam engines, steam boilers, or operating fac-tories, or other workshops or establish-ments, to equip the same with appropriate and efficient smoke and fume consuming apparatus so as to minimize any nuisance arising from the working of such establish-ment, and to impose a fine of up to one hundred (\$100.00) dollars for the violation of any by-law made under the provisions of this paragraph, and to enact, that in

Smoke  
con-  
sum-  
ing ap-  
paratus.



sent paragraphe; pour prescrire que, si le délinquant ne paye pas immédiatement cette amende et les frais, il sera condamné à un emprisonnement n'excédant pas deux (2) mois, qui devra cesser si l'amende et les frais sont payés avant l'expiration du terme de l'emprisonnement; et pour imposer une autre amende de cinquante (\$50.00) dollars par jour pour chacun des jours où le délinquant continue d'enfreindre le règlement.”;

b) en remplaçant le paragraphe 8°, par le suivant:

Clôtures.

“8° Pour forcer les propriétaires de terrains vacants ou non de la municipalité, ou leurs représentants ou agents, de clore ces terrains, et pour régler le mode de construction et la hauteur des clôtures et la nature et la qualité des matériaux qui seront employés pour clôturer; ces dispositions peuvent s'appliquer dans toute la ville ou à certaines parties d'icelle, selon la décision du conseil, et peuvent différer pour les clôtures longeant les rues d'avec celles qui ne les longent pas.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 427,  
am. pour  
la ville.

**27.** L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Port Cartier:

a) en remplaçant le paragraphe 3°, par le suivant:

Certificat  
médical  
requis de  
certains  
employés.

“3°a Pour obliger toute personne employée dans un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne, et toute personne employée dans un établissement où l'on manipule des produits alimentaires, entre autres les épicerie, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, à subir un examen médical annuel et à fournir aux fonctionnaires municipaux désignés à cette fin, un certificat médical attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection.

Emploi  
interdit.

Pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un hôtel, restaurant, salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté, buanderie, taverne, ou un établissement manipulant des produits alimentaires entre autres les épicerie, boulangeries, boucheries, laiteries, embouteillage de liqueurs, de prendre ou garder à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat du fonctionnaire compétent attestant qu'elle a fourni le certificat

default of immediate payment of the said fine and costs by the offender, he shall be condemned to prison for not more than two (2) months, which imprisonment shall terminate if the fine and costs be paid before the expiration of such period, and to impose a further fine of fifty (\$50.00) dollars per day, for each and every day the offender shall continue to violate such by-law.”;

b. by replacing paragraph 8 thereof, by the following:

“8. To compel the owners of lands <sup>Fences.</sup> whether vacant or not, in the municipality, or their representatives or agents, to fence in such lands, and to regulate the mode of construction and the height of such fences, and the kind and quality of the materials to be used for fences; such provisions may apply to the whole town or to certain parts thereof, as may be determined by the council, and may be different for fences along streets and for those that are not along streets.”

**27.** Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Port Cartier:

S.R.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
town.

a. by replacing paragraph 3a thereof, by the following:

“3a. To oblige every person employed in a hotel, restaurant, barbershop, hair dressing establishment, beauty parlor, laundry or tavern, or establishment where food products are handled including groceries, bakeries, butcher shops, dairies and bottling establishments, to undergo an annual medical examination and to furnish the municipal officers appointed for such purposes with a medical certificate stating that he is not a germ carrier liable to spread infection. <sup>Medical certificate required from certain employees.</sup>

To forbid any keeper or operator of a hotel, restaurant, barbershop, hairdressing establishment, beauty parlor, laundry, tavern or establishment where food products are handled, including groceries, bakeries, butcher shops, dairies and bottling plants to employ or keep in his employ any person not provided with a certificate from the proper officer stating that such person has furnished the above mentioned medical certificate; to determine the <sup>Employment prohibited.</sup>



médical susmentionné; pour fixer les catégories d'emplois auxquelles le règlement est applicable.”;

b) en ajoutant après le paragraphe 11<sup>a</sup>, les paragraphes suivants:

Enlèvement des vidanges.

“11<sup>b</sup> Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges par la ville. Cet enlèvement pourra se faire dans toute la ville, ou dans partie d'icelle seulement, suivant qu'il sera déterminé, et le conseil de la ville pourra passer, selon qu'il sera trouvé être à l'avantage des habitants de la ville, des contrats avec tout individu, société ou corporation à cette fin, et imposer une taxe spéciale pour payer le coût de cet enlèvement. Le conseil aura de plus, le pouvoir de faire faire cet enlèvement des vidanges au moyen d'une franchise accordée à toute personne, société ou corporation, et ce, aux taux et conditions et pour l'espace de temps qu'il jugera à propos d'établir par un règlement qui édictera cet enlèvement obligatoire dans toute la ville, ou partie de la ville seulement.

Limitation.

La taxe spéciale prévue ne pourra être prélevée que sur des propriétés situées dans les parties de la ville où ce service a été établi;

Poubelles, etc.

“11<sup>c</sup> Pour décréter où seront placées les poubelles ou autres réceptacles dans lesquels sont placées les vidanges ou pour pourvoir à ce que ces poubelles ou réceptacles soient enlevés et mis sous couvert après que l'enlèvement aura été fait.”;

c) en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 18<sup>o</sup>, par le suivant:

Moulins de pulpe, etc.

“Nonobstant les dispositions du premier alinéa du présent paragraphe 18<sup>o</sup>, lorsqu'il s'agit de moulins de pulpe, de moulins de papier ou de moulins de pulpe et papier, d'usines d'affinage du fer et de l'acier, d'usines d'extraction, de raffinage et de transformation, d'entrepôts de minerai et/ou d'installations de manutention, d'ateliers et d'exploitation de chemins de fer, le pouvoir de réglementation est limité à l'autorisation ou à la confirmation de l'endroit de l'établissement de ces moulins, usines et installations, lesquels restent cependant assujettis aux lois concernant l'hygiène publique, et nulle personne ne peut empêcher ou limiter l'exploitation de ces moulins, usines, installations, exploi-

classes of employment to which the by-law shall apply.”;

b. by inserting, after paragraph 11<sup>a</sup> thereof, the following paragraphs:

Garbage removal.

“11<sup>b</sup>. To provide for the removal of garbage by the town. Such removal may be effected in the whole town or in parts thereof only, according to what is determined and the town council may make, as may be deemed to be to the advantage of the inhabitants of the town, contracts with any individual, partnership or corporation for such purpose, and may levy a special tax to pay the cost of such removal. The council shall further have power to have such removal of garbage done by means of a franchise granted to any individual, partnership or corporation, at such rates and on such conditions and for such period as it may deem advisable to establish by a by-law enacting that such removal shall be obligatory, either throughout the whole town or only in part thereof.

The special tax provided for shall be levied only on properties situated in parts of the town where such service shall have been established;

Limitation.

“11<sup>c</sup>. To require the use of refuse cans or other receptacles containing garbage and to prescribe where they shall be placed, or to provide that such refuse cans or receptacles be removed and placed under cover after the collection has been made.”;

Refuse cans, etc.

c. by replacing the second paragraph of paragraph 18, by the following:

“Notwithstanding the provisions of the first paragraph of this paragraph 18, in the case of pulp-mills, papermills or pulp and paper mills, iron and steel mills, metal smelting and refining and processing plants, ore storage and/or handling facilities, railroad operations and shops, the power of regulation shall be limited to the authorization or confirmation of the location of such mills, plants or facilities, which shall, however, continue to be governed by the laws respecting public health, and no person may prevent or limit the operation of such mills, plants, facilities, operations or shops by way of injunction or any other legal proceedings if they have been authorized by municipal

Pulp-mills, etc.



tation et ateliers par voie d'injonction ou d'autres procédures légales, si ces industries ont été ainsi autorisées par règlement du conseil de la municipalité, le recours de toute personne lésée par telle exploitation se limitant, dans ce cas, à une réclamation en dommages monétaires et intérêts."

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**28.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Port Cartier, comme suit:

a) en y insérant après le paragraphe 1°, le paragraphe suivant:

Condition  
pour obtenir  
permis  
de construction.

"1°a Pour interdire, après qu'un plan de subdivision a été déposé, qu'il ne soit accordé de permis de construction sur les lots de cette subdivision avant que la rue en front des lots où l'on veut construire n'ait été ouverte et nivelée par le propriétaire de la terre subdivisée et ensuite cédée par ce dernier à la municipalité.";

b) en ajoutant après le paragraphe 8°, les paragraphes suivants:

"8°a Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et la largeur qu'elles doivent avoir;

"8°b Pour obliger le propriétaire à soumettre les plans de subdivisions projetées montrant des rues, à un officier désigné et à obtenir un certificat d'approbation dit "permis de lotissement";

c) en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

"11°a Pour interrompre la circulation dans les rues de la ville, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

"11°b Pour enlever tout véhicule stationné illégalement qui nuirait aux travaux ou opérations de la ville et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage qui ne doivent pas excéder sept (\$7.00) dollars.";

d) en retranchant les paragraphes 24° et 25°.

Usage,  
etc., des  
rues.

Permis  
de lotissement.

Enlèvement  
de véhicule  
stationné  
illégalement.

S.R.,  
c. 233,  
a. 439a,  
aj. pour  
la ville.

**29.** L'article suivant est ajouté pour la ville de Port Cartier, après l'article 439 de la Loi des cités et villes:

by-law; the recourse of any person suffering damage by reason of such operation being limited to a claim for monetary damages and interest."

**28.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Port Cartier, as follows:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

a. by inserting after paragraph 1 thereof, the following paragraph:

"1a. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on the lots of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened and levelled by the owner of the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality.";

Condition  
to obtain  
building  
permit.

b. by adding after paragraph 8 thereof, the following paragraphs:

"8a. To prescribe, according to the topography of the ground and the use for which they are intended, the manner of laying out streets, the distance to be left between them and the width which they must have;

Use, etc.,  
of streets.

"8b. To compel the owner to submit the plans of the contemplated subdivisions showing streets, to a designated officer and to obtain a certificate of approval called a "subdivision permit";

Subdivision  
permit.

c. by adding after paragraph 11 thereof, the following paragraphs:

"11a. To interrupt traffic in the streets of the town, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

Traffic  
interrupted.

"11b. To move any illegally parked vehicle which would hinder the work or operations of the town and if need be to tow it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs which shall not exceed seven (\$7.00) dollars.";

Removal  
of vehicle  
parked  
illegally.

d. by deleting paragraphs 24 and 25 thereof.

**29.** The following section is added, for the town of Port Cartier, after section 439 of the Cities and Towns Act:

R.S.,  
c. 233,  
s. 439a,  
added  
for town.



Acquisi-  
tions, etc.,  
autori-  
sées.

“439a. 1. Nonobstant toute disposition de la Loi des cités et villes, telle que modifiée par la présente, le conseil peut, de temps en temps, avec l’approbation du ministre des affaires municipales, acheter, accepter en donation ou autrement acquérir aux termes et conditions qu’il trouve opportuns toute partie ou l’ensemble des installations municipales érigées et fournies par la Quebec North Shore Paper Company et la Quebec Cartier Mining Company dans le territoire de la ville, y compris toute telle installation municipale érigée après la date de l’adoption de la présente loi.

Taxe  
annuelle  
spéciale.

2. Afin de payer l’intérêt et établir un fond d’amortissement sur les sommes dépensées pour l’acquisition desdites installations municipales, le conseil peut faire provision couvrant cet intérêt et le capital dans la cotisation générale ou imposer une taxe annuelle spéciale sur l’estimation de la valeur des biens immobiliers situés dans la ville; pourvu toutefois, qu’une taxe spéciale puisse être imposée au gré du conseil relativement à une partie ou à l’ensemble du coût d’acquisition d’installations municipales particulières sur les personnes auxquelles profitera l’acquisition de ces installations municipales en proportion de l’étendue du front de leurs immeubles ou de l’estimation de leur valeur.

Installations  
municipales.

3. Pour les fins de cette réglementation, l’expression “installations municipales” doit être interprétée comme comprenant, sans restreindre aucunement le sens d’icelle, les trottoirs, les rues, l’aqueduc, les égouts, puits publics, citernes, réservoirs, usines d’élimination et/ou de traitement des égouts, systèmes de distribution ou de filtration de l’eau, bornes-fontaines, fontaines, systèmes d’éclairage et de génération et de distribution d’énergie électrique, au gaz ou autre, aéroports, installations de loisirs et autre terrain/ou installations que le conseil peut juger à propos d’acquérir.

Appro-  
bation.

4. Les emprunts devenus nécessaires à cause de l’acquisition desdites installations municipales doivent recevoir l’autorisation et l’approbation conformément aux formalités prescrites à l’article 580 et suivants de la Loi des cités et villes.”

Purchases  
etc., au-  
thorized.

“439a. 1. Notwithstanding any provision of the Cities and Towns Act, as amended herein, the council may from time to time, subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs, purchase, accept by way of gift or otherwise acquire on such terms and conditions as it may deem appropriate any part or all of the municipal facilities constructed and provided by the Quebec North Shore Paper Company and the Quebec Cartier Mining Company within the territory of the town, including any such municipal facilities constructed subsequent to date of passage of this act.

Special  
annual  
tax.

2. To pay the interest on and to establish a sinking fund for the sums expended on the acquisition of said municipal facilities, the council may provide for such interest and principal in the general levy or impose an annual special tax on the assessed value of all immoveable property located within the town; provided, however, that in the discretion of the council a special tax may be imposed in respect of part or all of the cost of acquisition of particular municipal facilities upon those for whose benefit such municipal facilities are acquired proportionate to the frontage of their immoveables or to the assessed value thereof.

Municipal  
facilities.

3. For the purposes of this action, the term “municipal facilities” shall be understood to include, without in any way limiting the meaning thereof, sidewalks, streets, waterworks, sewers, public wells, cisterns, reservoirs, sewage disposal and/or treatment plants, water distribution or filtration plants, hydrants, fountains, electric, gas or other power generation and distribution and lighting systems, airports, recreational facilities and other land/or facilities which the council may deem it advisable to acquire.

Approval.

4. The loans made necessary because of the acquisition of said municipal facilities shall be authorized and approved in the manner and according to the formalities prescribed in sections 580 and following of the Cities and Towns Act.”



S.R.,  
c. 233,  
a. 469,  
am. pour  
la ville.

Sollici-  
tation.

Restau-  
rants am-  
bulants.

Auto-  
taxis.

**30.** L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Port Cartier, comme suit:

a) en y ajoutant après le paragraphe 4°, le paragraphe suivant:

"4°a Pour réglementer ou prohiber la sollicitation dans les rues ou places publiques de la ville.";

b) en ajoutant après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

"6°a Pour réglementer et limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville, ou toute partie d'icelle; pour annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis.";

c) en y ajoutant après le paragraphe 9°, le paragraphe suivant:

"9°a Pour limiter le nombre des voitures de louage ou d'auto-taxis de louage qui pourront stationner à chacun des postes d'attente qui sont ou pourraient être établis, et pour indiquer ceux qui pourront stationner à chacun de ces postes; pour réglementer la gouverne et la discipline des cochers de place et des conducteurs d'auto-taxis de louage."

S.R.,  
c. 233,  
a. 472,  
am. pour  
la ville.

Nui-  
sances.

**31.** L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Port Cartier, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritus, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

S.R.,  
c. 233,  
a. 485a,  
aj. pour  
la ville.

Rôle sur  
fiches ou  
feuilles  
mobiles.

**32.** L'article suivant est ajouté, pour la ville de Port Cartier, après l'article 485 de la Loi des cités et villes:

"485a. Le conseil peut ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection

**30.** Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Port Cartier, as follows:

a. by adding after paragraph 4 thereof, the following paragraph;

"4a. To regulate or prohibit soliciting in the streets or public squares of the town.";

b. by adding after paragraph 6, the following paragraph:

"6a. To regulate and limit the number of itinerant restaurants, or to prohibit the operating thereof within the town limits or any part thereof; to cancel their permits at any time. But in case of cancellation, the town shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit.";

c. by adding after paragraph 9 thereof, the following paragraph:

"9a. To limit the number of vehicles for hire or of taxicabs for hire which may stand at the standing places established or to be established, and to specify those who may stand at each standing place; to regulate the conduct and discipline of hackmen and drivers of taxicabs for hire."

**31.** Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Port Cartier, by adding after paragraph 1, the following:

"1a. To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon, to allow branches, bushes or long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or bottles, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

**32.** The following section is added, for the town of Port Cartier, after section 485 of the Cities and Towns Act:

"485a. The council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index cards or loose leaves, provided that on each such index card or loose leaf, the year of its making be indi-

R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
town.

Solici-  
ting.

Itinerant  
restau-  
rants.

Taxicabs.

R.S.,  
c. 233,  
s. 472,  
am. for  
town.

Nui-  
sances.

R.S.,  
c. 233,  
s. 485a,  
added  
for town.

Roll on  
index-  
cards  
or loose  
leaves.



soit indiquée sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Initiales  
du greffier,  
etc.

Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles, sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Certificat.

Un certificat à l'effet d'identifier lesdites fiches ou feuilles mobiles et d'attester la véracité des inscriptions et initiales qui s'y trouvent devra être signé par au moins deux des estimateurs et par le greffier ou le secrétaire des estimateurs, et tel certificat équivaudra à l'attestation prévue par l'article 493."

S.R.,  
c. 233,  
a. 488,  
remp.  
pour la  
ville.

**33.** L'article 488 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

Immeu-  
bles im-  
posables.

**"488.** Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, mais ne comprennent pas le matériel roulant, les machineries ni leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ce matériel roulant, ces machineries et accessoires. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation."

S.R.,  
c. 233,  
a. 523,  
remp.  
pour la  
ville.

**34.** L'article 523 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Port Cartier, par le suivant:

Taxes sur:  
Fonds de  
marchan-  
dises, etc.,

**"523.** Le conseil peut imposer ou prélever annuellement:

1° Sur tout fonds de marchandises ou tous effets de commerce tenus par des marchands ou des commerçants et exposés en vente dans des magasins, ou gardés dans des voûtes, entrepôts ou hangars; sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou ouvré, et sur tout clos ou dépôt de charbon, ou tous autres articles de commerce gardés pour la vente, — une taxe n'excédant pas dix (10%) pour cent du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété occupée pour ces fins, et inscrite au rôle d'évaluation à cet effet;

Loca-  
taires.

2° Sur tout locataire payant loyer dans la municipalité, une taxe n'excédant pas

cated under the initials of the clerk or of the secretary of the assessors.

When a new roll is made, the index cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the clerk or of the secretary of the assessors.

Initials  
of clerk,  
etc.

A certificate identifying the said index cards or loose leaves and certifying the correctness of the entries and initials appearing thereon, must be signed by at least two of the assessors and by the clerk or the secretary of the assessors, and such certificate shall be equivalent to the attestation contemplated in section 493."

Certifi-  
cate.

**33.** Section 488 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 488,  
replaced  
for town.

**"488.** The taxable immoveables in the municipality shall comprise lands, constructions and workshops erected thereon and all improvements made thereto, but shall not comprise rolling stock, machinery and accessories, whoever may be the owner of such rolling stock, machinery and accessories. The actual value of the whole shall be entered in the valuation roll."

Taxable  
immove-  
ables.

**34.** Section 523 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Port Cartier, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 523,  
replaced  
for town.

**"523.** The council may impose and levy annually:

Tax on:

1. On the stock in trade or articles of commerce of all description kept by merchants and dealers and exposed for sale in shops, or kept in vaults, warehouses or storehouses; on all yards or depots for rough, sawn or manufactured wood or lumber; and on all yards or depots for coal or other articles of commerce kept for sale, a tax of not more than ten (10%) per cent of the rental or annual value of the property occupied for such purposes, as entered on the valuation roll therefor;

Stock in  
trade,  
etc.;

2. On all tenants paying rent in the municipality a tax of not more than eight

Tenants.



huit centins par dollar sur le montant du loyer ou de la valeur annuelle de la propriété inscrite sur le rôle d'évaluation."

cents in the dollar on the amount of their rent or of the annual value of the property as entered on the valuation roll."

Évaluation impossible de certaines propriétés.

**35.** Nonobstant toutes dispositions contraires d'une loi générale ou spéciale, l'évaluation impossible jusqu'au 31<sup>ier</sup> jour de décembre 1964, inclusivement, pour les fins municipales et scolaires des propriétés que la Quebec Cartier Mining Company, la Cartier Railway Company et toutes compagnies filiales ou associées possèdent ou posséderont pour fins industrielles dans les limites de la ville de Port Cartier, sera de deux millions (\$2,000,000.00) de dollars pour l'année 1959, de quatre millions (\$4,000,000.00) de dollars pour l'année 1960, de six millions cinq cent mille (\$6,500,000.00) dollars pour l'année 1961, six millions cinq cent mille (\$6,500,000.00) dollars pour l'année 1962, six millions cinq cent mille (\$6,500,000.00) dollars pour l'année 1963, et six millions cinq cent mille (\$6,500,000.00) dollars pour l'année 1964.

**35.** Notwithstanding any provisions to the contrary of any general law or special act, the taxable valuation up to and including the 31st day of December, 1964, for municipal and school purposes of the property which Quebec Cartier Mining Company, Cartier Railway Company and any affiliated or associated companies possess or may possess for industrial purposes within the limits of the town of Port Cartier, shall be two million (\$2,000,000.00) dollars for the year 1959, four million (\$4,000,000.00) dollars for the year 1960, six million five hundred thousand (\$6,500,000.00) dollars for the year 1961, six million five hundred thousand (\$6,500,000.00) dollars for the year 1962, six million five hundred thousand (\$6,500,000.00) dollars for the year 1963 and six million five hundred thousand (\$6,500,000.00) dollars for the year 1964.

Idem.

**36.** Nonobstant toutes dispositions contraires d'une loi générale ou spéciale, l'évaluation impossible jusqu'au 31<sup>ier</sup> jour de décembre 1964, inclusivement, pour les fins municipales et scolaires des propriétés que la Quebec North Shore Paper Company et toutes compagnies filiales ou associées possèdent ou posséderont pour fins industrielles dans les limites de la ville de Port Cartier, sera de cinq cent mille (\$500,000.00) dollars.

**36.** Notwithstanding any provisions to the contrary of any general law or special act, the taxable valuation up to and including the 31st day of December 1964, for municipal and school purposes of the property which Quebec North Shore Paper Company and any affiliated or associated companies possess or may possess for industrial purposes within the limits of the town of Port Cartier, shall be five hundred thousand (\$500,000.00) dollars.

Taxe de vente autorisée.

**37.** La ville de Port Cartier peut, par règlement, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

**37.** The town of Port Cartier may, by by-law, impose and levy a special tax not exceeding two (2%) per cent, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as that now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Achats hors du territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville de Port Cartier ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le

Every person ordinarily residing within the territory of the town of Port Cartier, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the

Taxable valuation of certain property.

Idem.

Sales tax authorized.

Purchases outside territory.



territoire de ladite ville de Port Cartier, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la ville de Port Cartier, en lui transmettant ou produisant la facture s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la ville de Port Cartier.

Imposition et perception.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville de Port Cartier, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exceptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conventions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville de Port Cartier concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la Loi du contrôle du revenu, Statuts refondus, 1941, chapitre 73, telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Nouveau nom.

**38.** Les commissaires d'écoles de la municipalité de Shelter Bay, dans le comté de Saguenay, seront désormais connus et désignés sous le nom de "Les commissaires d'écoles de Port Cartier", et le territoire de la municipalité scolaire sera le territoire de la ville de Port Cartier.

Entrée en vigueur.

**39.** La présente loi entrera en vigueur le premier jour de juillet 1959, sauf l'article 38 d'icelle qui entrera en vigueur le jour de la sanction de la présente loi.

territory of the said town of Port Cartier, by himself, shall immediately report the matter to the treasurer of the town of Port Cartier, by transmitting or producing to him the invoice if any, with any information which the said treasurer may require and shall moreover pay the said town, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the town of Port Cartier.

The said tax shall be imposed and collected in the territory of the town of Port Cartier, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exceptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

The town is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

These agreements may contain an authorization for the comptroller of provincial revenue to exercise all the rights of the town of Port Cartier concerning the collection of the aforesaid sales tax and institute all legal proceedings for infringement to this act which are specified at section 39*h* of the Provincial Revenue Act, Revised Statutes, 1941, chapter 73, as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

**38.** The school commissioners for the municipality of Shelter Bay, in the county of Saguenay, shall hereafter be known and designated by the name of "The school commissioners of Port Cartier", and the territory of the school municipality shall be the territory of the town of Port Cartier.

**39.** This act shall come into force on the first day of July, 1959, except section 38 hereof which shall come into force on the day the present act is sanctioned.

Imposition and collection.

Agreements.

Rights transferred.

New name.

Coming into force.